



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le

19 FEV. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEFI GROUP

16, rue Denis Papin
ZI DE MITRY COMPANS
77290 Mitry-Mory

Références : E/26- 0321
Code AIOT : 0006501796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement DEFI GROUP implanté 16, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEFI GROUP
- 16, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501796
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société DEFIGROUP est un site soumis au régime de la déclaration pour des activités de travail mécanique des métaux (rubrique 2560). Le site dispose également d'un arrêté préfectoral d'autorisation (Arrêté Préfectoral n°99 DAI 2 IC 335 du 23 décembre 1999).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7	Avec suites, Amende	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement	Code de l'environnement, article L.511-9	Sans objet
2	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Sans objet
3	Connaissance des produits – étiquetage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.3	Sans objet
4	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Sans objet
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Sans objet
8	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.4.II	Sans objet
9	POI	Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 3.V.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté une réelle progression dans le traitement des non-conformités électriques faisant l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024 DRIEAT UD77 133 du 10 septembre 2024. Un contrôle complémentaire doit encore être effectué et sera à transmettre à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, il convient qu'il fournisse un justificatif de pesée des poteaux incendie situés proches du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2025, article L.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Vérification classement
Prescription contrôlée : La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW (E) 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW (DC)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la situation administrative de l'installation n'a pas été modifiée. L'exploitant a cependant précisé qu'il demanderait peut-être l'abrogation de son arrêté préfectoral d'autorisation n°99 DAI 21C 335 du 23 décembre 1999.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5
Thème(s) : Produits chimiques, Présence d'un état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'outil SEIRICH sur lequel il procède au référencement de ses produits chimiques. Il a précisé que les quantitatifs indiqués dans l'outil n'avaient pas fait l'objet d'une mise à jour depuis le mois de juillet 2025 mais que ceux-ci varient peu compte tenu de la nature des activités exercées et des produits associés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Connaissance des produits – étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Vérification de FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose des FDS relatives à ses produits dangereux. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué disposer de FDS simplifiées sur les stockages des produits concernés (conditions d'utilisation) mais que les FDS complètes ne sont pas spécifiquement mises à disposition des opérateurs. Durant la visite du site, l'ensemble des contenants portaient les mentions et symboles de danger nécessaires à leur bonne identification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que plusieurs FDS comportent des dates de mise à jour très anciennes (2015/2016).

L'exploitant a indiqué avoir entamé un travail autour des risques chimiques dans son installation en lien avec l'inspection du travail. Ce travail sur trois ans a été initié par l'entreprise dans une lettre d'engagement dans la démarche « risques chimiques pros » datée du 12 novembre 2025 et transmis à l'inspection des installations classées. En conséquence, la société procédera prochainement à une mise à jour de l'ensemble des fiches.

Ce point pourra faire l'objet d'une nouvelle vérification lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.

L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Constats :

Lors de la visite, l'ensemble des produits et déchets susceptibles de créer une pollution étaient disposés sur des rétentions adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, en particulier pour toutes les zones contenant des métaux inflammables ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Les extincteurs du site ont fait l'objet d'une vérification le 2 juillet 2025 et l'ensemble des extincteurs défaillants ont été remplacés le 20 octobre 2025.

Un test d'alarme (évacuation et confinement) est effectué tous les mois sur le site. Le dernier a été réalisé le 4 février 2026.

Concernant la présence et la pesée des poteaux incendie à proximité du site, l'exploitant a indiqué avoir bien noté ce point mais ne pas disposer d'éléments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un justificatif de pesée du ou des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés proche de son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/01/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.</p>
Constats : <p>Lors de la dernière visite il avait été noté que par courrier du 24 septembre 2024, la société DEFI GROUP avait envoyé le dernier rapport de vérification de ses installations électriques (intervention du 2 au 17 septembre 2024). Celui-ci relevait 56 observations (45 déjà indiquées lors des précédentes vérifications, 36 présentant un risque pour les personnes et 13 un risque pour les matériels).</p> <p>Par courriel du 13 janvier 2026, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques daté du 29 septembre 2025. Ce rapport mentionne 42 observations.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que 26 observations ont été levées, notamment durant la coupure du poste haute tension du site le 24 janvier 2026. Un bon d'intervention ANSEM a été transmis par courriel du 5 février 2026 pour démontrer l'existence et le contenu de cette intervention.</p> <p>Sur les 16 interventions restantes, 11 font l'objet d'une demande de préconisation de la part de DEFI GROUP auprès de son prestataire (ANSEM) et concerne du changement de matériel et 5 résultent d'une différence d'appréciation entre la société de contrôle et le prestataire de l'exploitant.</p> <p>Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué vouloir mandater un nouveau passage du contrôleur d'ici la fin du mois de février pour démontrer l'avancée de ce point qui est le dernier faisant l'objet de la mise en demeure n°2024 DRIEAT UD77 133 du 10 septembre 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Transmettre le nouveau rapport de vérification des installations électrique dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.4.4.II
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'évacuation sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m ² ; - à déterminer selon la nature des risques, si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² , sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. [...]
Constats : Les dispositifs manuels de désenfumage ont été vérifiés par échantillonnage durant la visite du site. Il apparaît que la dernière vérification a été réalisée en juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 3.V.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Présence et complétude
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne (P.O.I) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...] Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeur-pompiers pour tester le POI
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir poursuivi ses exercices d'évacuation mais ne pas avoir effectué d'exercice de confinement. Cependant, la société a été impactée par l'incident survenu au sein de la société UNIVAR le 5 août 2025 qui a entraîné le confinement de l'ensemble des sociétés de la rue Denis Papin. La société prévoit de transmettre à l'inspection des installations classées son retour d'expérience sur ce sujet.

Par ailleurs, la société a relevé un dysfonctionnement lors de l'exercice POI de la société CCMP qui a fait l'objet d'une transmission d'information via FR Alerte. En effet, une partie des collaborateurs de la société n'a pas reçu de message d'alerte.

Ces événements ont eu pour effet bénéfique des échanges accrus entre les différents interlocuteurs (industriels et collectivité) et le souhait partagé avec la société Gazechim de réaliser un exercice conjoint pour se préparer à un événement similaire.

Type de suites proposées : Sans suite